

The Convention was
previously published
as Miscellaneous
No. 1 (1968), Cmnd. 3543

HYDROGRAPHY



Treaty Series No. 30 (1971)

U.K. 200/189

Convention
on the
International Hydrographic Organisation

Monaco, 3 May 1967

[The Convention entered into force on 22 September 1970]

*Presented to Parliament
by the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs
by Command of Her Majesty
June 1971*

LONDON
HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

15p net

Cmnd. 4682

CONVENTION
RELATIVE À L'ORGANISATION HYDROGRAPHIQUE
INTERNATIONALE

Les gouvernements parties à la présente Convention,

CONSIDÉRANT que le Bureau Hydrographique International a été établi en juin 1921, pour contribuer à rendre la navigation plus facile et plus sûre dans le monde en perfectionnant les cartes marines et les documents nautiques;

DESIREUX de poursuivre sur une base intergouvernementale leur collaboration en matière d'hydrographie;

SONT CONVENUS de ce qui suit :

ARTICLE I

Il est établi par la présente Convention une Organisation Hydrographique Internationale, ci-après appelée l'Organisation, dont le siège se trouve à Monaco.

ARTICLE II

L'Organisation a un caractère consultatif et purement technique. Elle a pour but d'assurer :

- a) La coordination des activités des services hydrographiques nationaux;
- b) La plus grande uniformité possible dans les cartes et documents nautiques;
- c) L'adoption de méthodes sûres et efficaces pour l'exécution et l'exploitation des levés hydrographiques;
- d) Le progrès des sciences relatives à l'hydrographie et des techniques utilisées pour les levés océanographiques.

ARTICLE III

Sont membres de l'Organisation les gouvernements parties à la présente Convention.

ARTICLE IV

L'Organisation comprend :

- la Conférence Hydrographique Internationale, ci-après appelée la Conférence;
- le Bureau Hydrographique International ci-après appelé le Bureau, dirigé par le Comité de direction.

**CONVENTION
ON THE INTERNATIONAL HYDROGRAPHIC ORGANISATION**

The Governments Parties to this Convention,

CONSIDERING that the International Hydrographic Bureau was established in June 1921 to contribute to making navigation easier and safer throughout the world by improving nautical charts and documents;

DESIRING to pursue on an intergovernmental basis their co-operation in hydrography;

HAVE AGREED as follows :

ARTICLE I

There is hereby established an International Hydrographic Organisation, hereinafter referred to as the Organisation, the seat of which shall be in Monaco.

ARTICLE II

The Organisation shall have a consultative and purely technical nature. It shall be the object of the Organisation to bring about :

- (a) The co-ordination of the activities of national hydrographic offices;
- (b) The greatest possible uniformity in nautical charts and documents;
- (c) The adoption of reliable and efficient methods of carrying out and exploiting hydrographic surveys;
- (d) The development of the sciences in the field of hydrography and the techniques employed in descriptive oceanography.

ARTICLE III

The Members of the Organisation are the Governments Parties to this Convention.

ARTICLE IV

The Organisation shall comprise :

- The International Hydrographic Conference, hereinafter referred to as the Conference;
- The International Hydrographic Bureau, hereinafter referred to as the Bureau, administered by the Directing Committee.

ARTICLE V

La Conférence a pour attributions :

- a) de donner des directives générales sur le fonctionnement et les travaux de l'Organisation;
- b) de procéder à l'élection des membres du Comité de direction et de son Président;
- c) d'examiner les rapports qui lui sont présentés par le Bureau;
- d) de se prononcer sur toutes propositions d'ordre technique ou administratif présentées par les gouvernements membres ou par le Bureau;
- e) d'approuver le budget à la majorité des deux tiers des gouvernements membres représentés à la Conférence;
- f) d'adopter à la majorité des deux tiers des gouvernements membres les modifications au règlement général et au règlement financier;
- g) d'adopter à la majorité prévue au paragraphe précédent tous autres règlements particuliers dont l'établissement s'avèrerait nécessaire, notamment le statut des directeurs et du personnel du Bureau.

ARTICLE VI

1. La Conférence se compose des représentants des gouvernements membres. Elle se réunit en session ordinaire tous les cinq ans. Elle peut être réunie en session extraordinaire à la requête d'un gouvernement membre ou du Bureau sous réserve de l'approbation de la majorité des gouvernements membres.

2. La Conférence est convoquée par le Bureau au moins six mois à l'avance. Un ordre du jour provisoire est annexé à la convocation.

3. La Conférence élit son président et un vice-président.

4. Chaque gouvernement membre dispose d'une voix. Toutefois dans les votes concernant les questions visées à l'article V(b), chaque gouvernement membre dispose d'un nombre de voix déterminé par un barème établi en fonction du tonnage de ses flottes.

5. Les décisions de la Conférence sont prises à la majorité simple des gouvernements membres qui y sont représentés, sauf lorsque la Convention prévoit d'autres dispositions à ce sujet. Lorsque les votes sont également partagés, le Président a le pouvoir de prendre une décision. En cas de résolution à insérer dans le répertoire des résolutions techniques, la majorité devra comprendre en tout état de cause les votes affirmatifs d'au moins un tiers des gouvernements membres.

6. Dans l'intervalle des sessions de la Conférence, le Bureau peut consulter les gouvernements membres par correspondance sur des questions concernant le fonctionnement technique de l'Organisation. La procédure de vote sera conforme aux dispositions du paragraphe 5 du présent article, la majorité étant calculée, dans ce cas, sur la base de la totalité des membres de l'organisation.

7. La Conférence constitue ses propres commissions, y compris la commission des finances mentionnée à l'article VII.

ARTICLE V

The functions of the Conference shall be :

- (a) To give general directives on the functioning and work of the Organisation;
- (b) To elect the members of the Directing Committee and its President;
- (c) To examine the reports submitted to it by the Bureau;
- (d) To make decisions in respect of all proposals of a technical or administrative nature submitted by the Member Governments or by the Bureau;
- (e) To approve the budget by a majority of two thirds of the Member Governments represented at the Conference;
- (f) To adopt, by a two thirds majority of the Member Governments, amendments to the General Regulations and Financial Regulations;
- (g) To adopt, by the majority prescribed in the preceding paragraph, any other particular regulations that may prove to be necessary, notably on the status of the directors and staff of the Bureau.

ARTICLE VI

1. The Conference shall be composed of representatives of the Member Governments. It shall meet in ordinary session every five years. An extraordinary session of the Conference may be held at the request of a Member Government or of the Bureau, subject to approval by the majority of the Member Governments.

2. The Conference shall be convened by the Bureau on at least six months' notice. A provisional agenda shall be submitted with the notice.

3. The Conference shall elect its President and Vice-President.

4. Each Member Government shall have one vote. However, for the voting on the questions referred to in Article V(b), each Member Government shall have a number of votes determined by a scale established in relation to the tonnage of its fleets.

5. Conference decisions shall be taken by a simple majority of the Member Governments represented at the Conference, except where this Convention provides otherwise. When voting for or against is evenly divided, the President of the Conference shall be empowered to make a decision. In the case of resolutions to be inserted in the Repertory of Technical Resolutions, the majority shall in any event include the affirmative votes of not less than one third of the Member Governments.

6. Between sessions of the Conference the Bureau may consult the Member Governments by correspondence on questions concerning the technical functioning of the Organisation. The voting procedure shall conform to that provided for in paragraph 5 of this Article, the majority being calculated in this case on the basis of the total membership of the Organisation.

7. The Conference shall constitute its own Committees, including the Finance Committee referred to in Article VII.

ARTICLE VII

1. Le contrôle de la gestion financière de l'Organisation est assurée par une Commission des finances où chaque gouvernement membre peut se faire représenter par un délégué.

2. La Commission se réunit à l'occasion des sessions de la Conférence. Elle peut être réunie en session extraordinaire.

ARTICLE VIII

Pour la réalisation des objectifs définis à l'article II, le Bureau est notamment chargé :

- a) d'assurer une liaison étroite et permanente entre les services hydrographiques nationaux;
- b) d'étudier toute question ayant trait à l'hydrographie ainsi qu'aux sciences et techniques qui s'y rapportent et de recueillir les documents nécessaires;
- c) de favoriser l'échange de cartes et documents nautiques entre les services hydrographiques des gouvernements membres;
- d) de diffuser toute documentation utile;
- e) de donner tous avis et conseils qui lui seront demandés, notamment aux pays dont les services hydrographiques sont en cours de création ou de développement;
- f) d'encourager la coordination des levés hydrographiques avec les activités océanographiques qui s'y rapportent;
- g) d'étendre et de faciliter l'application des connaissances océanographiques dans l'intérêt des navigateurs;
- h) de coopérer avec les organisations internationales et les institutions scientifiques qui ont des objectifs apparentés.

ARTICLE IX

Le Bureau se compose du Comité de Direction et du personnel technique et administratif nécessaire à l'Organisation.

ARTICLE X

1. Le Comité de direction administre le Bureau conformément aux dispositions de la présente Convention et de ses règlements et aux directives données par la Conférence.

2. Le Comité de direction se compose de trois membres de nationalités différentes désignés par la Conférence qui élit ensuite l'un d'entre eux pour exercer les fonctions de Président du Comité. Le mandat du Comité de direction est de cinq ans. Si un poste de directeur devient vacant dans l'intervalle de deux conférences, une élection peut avoir lieu par correspondance dans les conditions prévues par le Règlement général.

3. Le Président du Comité de direction représente l'Organisation.

ARTICLE VII

1. The supervision of the financial administration of the Organisation shall be exercised by a Finance Committee on which each Member Government may be represented by one delegate.

2. The Committee shall meet during sessions of the Conference. It may meet in extraordinary session.

ARTICLE VIII

For the fulfilment of the objects defined in Article II it shall be the responsibility of the Bureau, in particular :

- (a) To bring about a close and permanent association between national hydrographic offices;
- (b) To study any matters relating to hydrography and the allied sciences and techniques, and to collect the necessary papers;
- (c) To further the exchange of nautical charts and documents between hydrographic offices of Member Governments;
- (d) To circulate the appropriate documents;
- (e) To tender guidance and advice upon request, in particular to countries engaged in setting up or expanding their hydrographic service;
- (f) To encourage co-ordination of hydrographic surveys with relevant oceanographic activities;
- (g) To extend and facilitate the application of oceanographic knowledge for the benefit of navigators;
- (h) To co-operate with international organisations and scientific institutions which have related objectives.

ARTICLE IX

The Bureau shall be composed of the Directing Committee and the technical and administrative staff required by the Organisation.

ARTICLE X

1. The Directing Committee shall administer the Bureau in accordance with the provisions of this Convention and the Regulations and with directives given by the Conference.

2. The Directing Committee shall be composed of three members of different nationality elected by the Conference, which shall further elect one of them to fill the office of President of the Committee. The term of office of the Directing Committee shall be five years. If a post of director falls vacant during the period between two Conferences, a by-election may be held by correspondence as provided for in the General Regulations.

3. The President of the Directing Committee shall represent the Organisation.

ARTICLE XI

Les modalités de fonctionnement de l'Organisation sont définies par le Règlement général et le Règlement financier qui sont annexés à la présente Convention mais qui n'en sont pas partie intégrante.

ARTICLE XII

Les langues officielles de l'Organisation sont le français et l'anglais.

ARTICLE XIII

L'Organisation possède la personnalité juridique. Elle jouit sur le territoire de chacun de ses membres, et sous réserve de l'accord du gouvernement membre intéressé, des privilèges et immunités qui lui sont nécessaires pour l'exercice de ses fonctions et la poursuite de ses objectifs.

ARTICLE XIV

Les dépenses nécessaires au fonctionnement de l'Organisation sont couvertes :

- a) par les contributions ordinaires annuelles des gouvernements membres, selon un barème fondé sur le tonnage de leurs flottes;
- b) par les dons, legs, subventions et autres ressources, après approbation par la Commission des finances.

ARTICLE XV

Tout gouvernement membre qui est en retard de deux ans dans le versement de ses contributions, est privé des avantages et prérogatives accordés aux gouvernements membres par la Convention et par les Règlements, jusqu'au versement de ses contributions échues.

ARTICLE XVI

Le budget de l'Organisation est préparé par le Comité de direction, examiné par la Commission des finances et approuvé par la Conférence.

ARTICLE XVII

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention qui n'aura pas été résolu par négociation ou par les bons offices du Comité de direction sera, à la requête de l'une des parties au litige, soumis à un arbitre désigné par le président de la Cour Internationale de Justice.

ARTICLE XI

The functioning of the Organisation shall be set forth in detail in the General Regulations and Financial Regulations,⁽¹⁾ which are annexed to this Convention but do not form an integral part thereof.

ARTICLE XII

The official languages of the Organisation shall be English and French.

ARTICLE XIII

The Organisation shall have juridical personality. In the territory of each of its Members it shall enjoy, subject to agreement with the Member Government concerned, such privileges and immunities as may be necessary for the exercise of its functions and the fulfilment of its object.

ARTICLE XIV

The expenses necessary for the functioning of the Organisation shall be met:

- (a) From the ordinary annual contributions of Member Governments in accordance with a scale based on the tonnage of their fleets;
- (b) From donations, bequests, subventions and other sources, with the approval of the Finance Committee.

ARTICLE XV

Any Member Government which is two years in arrears in its contributions shall be denied all rights and benefits conferred on Member Governments by the Convention and the Regulations until such time as the outstanding contributions have been paid.

ARTICLE XVI

The budget of the Organisation shall be drafted by the Directing Committee, studied by the Finance Committee and approved by the Conference.

ARTICLE XVII

Any dispute concerning the interpretation or application of this Convention which is not settled by negotiation or by the good offices of the Directing Committee shall, at the request of one of the parties to the dispute, be referred to an arbitrator designated by the President of the International Court of Justice.

⁽¹⁾ See Miscellaneous No. 1 (1968), Cmnd. 3543.

ARTICLE XVIII

1. La présente Convention sera ouverte à Monaco le 3 mai 1967, et ensuite à la Légation de la Principauté de Monaco à Paris, du 1^{er} juin 1967 au 31 décembre 1967, à la signature de tout gouvernement qui, à la date du 3 mai 1967, participe aux travaux du Bureau.

2. Les gouvernements mentionnés au paragraphe 1 ci-dessus peuvent devenir parties à la présente Convention :

- a) en la signant sans réserve de ratification ou d'approbation, ou
- b) en la signant sous réserve de ratification ou d'approbation et en déposant ensuite leur instrument de ratification ou d'approbation.

3. Les instruments de ratification ou d'approbation seront remis à la Légation de la Principauté de Monaco à Paris pour être déposés dans les archives du gouvernement de la Principauté de Monaco.

4. Le Gouvernement de la Principauté de Monaco informe les gouvernements mentionnés au paragraphe 1 ci-dessus et le Président du Comité de direction, de toute signature et de tout dépôt d'instrument de ratification ou d'approbation.

ARTICLE XIX

1. La présente Convention entrera en vigueur trois mois après la date à laquelle vingt-huit gouvernements y seront devenus parties conformément aux dispositions de l'article XVIII paragraphe 2.

2. Le gouvernement de la Principauté de Monaco notifie cette date à tous les gouvernements signataires et au Président du Comité de direction.

ARTICLE XX

Après qu'elle sera entrée en vigueur, la présente Convention sera ouverte à l'adhésion du gouvernement de tout Etat maritime qui en fera la demande au gouvernement de la Principauté de Monaco en précisant le tonnage de ses flottes et dont l'admission aura été approuvée par les deux tiers des gouvernements membres. Ladite approbation sera notifiée au gouvernement intéressé par le gouvernement de la Principauté de Monaco. La Convention prendra effet pour le gouvernement dudit Etat à la date à laquelle celui-ci aura déposé son instrument d'adhésion auprès du gouvernement de la Principauté de Monaco qui en informera tous les gouvernements membres et le Président du Comité de direction.

ARTICLE XXI

1. Toute partie contractante peut proposer des modifications à la présente Convention.

2. Les propositions de modification sont examinées par la Conférence qui se prononce à leur égard à la majorité des deux tiers des gouvernements membres représentés à la Conférence. Lorsqu'une proposition de modification a été approuvée par la Conférence, le Président du Comité de direction prie le gouvernement de la Principauté de Monaco de la soumettre à toutes les Parties contractantes.

ARTICLE XVIII

1. This Convention shall be open in Monaco on 3 May 1967, and subsequently at the Legation of the Principality of Monaco in Paris from 1 June until 31 December 1967, for signature by any Government which participates in the work of the Bureau on 3 May 1967.

2. The Governments referred to in paragraph 1 above may become Parties to the present Convention:

- (a) By signature without reservation as to ratification or approval, or
- (b) By signature subject to ratification or approval and the subsequent deposit of an instrument of ratification or approval.

3. Instruments of ratification or approval shall be handed to the Legation of the Principality of Monaco in Paris to be deposited in the Archives of the Government of the Principality of Monaco.

4. The Government of the Principality of Monaco shall inform the Governments referred to in paragraph 1 above, and the President of the Directing Committee, of each signature and of each deposit of an instrument of ratification or approval.

ARTICLE XIX

1. This Convention shall enter into force three months after the date on which twenty-eight Governments have become Parties in accordance with the provisions of Article XVIII, paragraph 2.

2. The Government of the Principality of Monaco shall notify this date to all signatory Governments and the President of the Directing Committee.

ARTICLE XX

After it has entered into force this Convention shall be open for accession by the Government of any maritime state which applies to the Government of the Principality of Monaco specifying the tonnage of its fleets, and whose admission is approved by two thirds of the Member Governments. Such approval shall be notified by the Government of the Principality of Monaco to the Government concerned. The Convention shall enter into force for that Government on the date on which it has deposited its instrument of accession with the Government of the Principality of Monaco which shall inform the Member Governments and the President of the Directing Committee.

ARTICLE XXI

1. Any Contracting Party may propose amendments to this Convention.

2. Proposals of amendment shall be considered by the Conference and decided upon by a majority of two thirds of the Member Governments represented at the Conference. When a proposed amendment has been approved by the Conference, the President of the Directing Committee shall request the Government of the Principality of Monaco to submit it to all Contracting Parties.

3. La modification entre en vigueur à l'égard de toutes les Parties contractantes trois mois après que les notifications d'approbation des deux tiers des Parties contractantes ont été reçues par le gouvernement de la Principauté de Monaco. Celui-ci en informe les Parties contractantes et le Président du Comité de direction, en précisant la date d'entrée en vigueur de la modification.

ARTICLE XXII

1. A l'expiration d'un délai de cinq ans à partir de son entrée en vigueur, la présente Convention pourra être dénoncée par l'une quelconque des Parties contractantes avec au préavis d'au moins un an, au moyen d'une notification adressée au gouvernement de la Principauté de Monaco. La dénonciation prendra effet au 1^{er} janvier suivant l'expiration du délai de préavis et entraînera la renonciation du gouvernement intéressé aux droits et avantages conférés par la qualité de membre de l'Organisation.

2. Le Gouvernement de la Principauté de Monaco informe les Parties contractantes et le Président du Comité de direction de toute notification de dénonciation reçue par lui.

ARTICLE XXIII

Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, celle-ci sera enregistrée par le Gouvernement de la Principauté de Monaco auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Monaco, le trois mai mil neuf cent soixante sept, en un seul exemplaire en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi; ledit exemplaire sera déposé aux archives du Gouvernement de la Principauté de Monaco, lequel en transmettra des copies certifiées à tous les gouvernements signataires et adhérents ainsi qu'au Président du Comité de direction.

3. The amendment shall enter into force for all Contracting Parties three months after notifications of approval by two thirds of the Contracting Parties have been received by the Government of the Principality of Monaco. The latter shall inform the Contracting Parties and the President of the Directing Committee of the fact, specifying the date of entry into force of the amendment.

ARTICLE XXII

1. Upon expiration of a period of five years after its entry into force, this Convention may be denounced by any Contracting Party by giving at least one year's notice, in a notification addressed to the Government of the Principality of Monaco. The denunciation shall take effect upon 1 January next following the expiration of the notice and shall involve the abandonment by the Government concerned of all rights and benefits of membership in the Organisation.

2. The Government of the Principality of Monaco shall inform the Contracting Parties and the President of the Directing Committee of any notification of denunciation it receives.

ARTICLE XXIII

After the present Convention enters into force it shall be registered by the Government of the Principality of Monaco with the Secretariat of the United Nations in accordance with Article 102 of its Charter.⁽²⁾

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorized thereto, have signed this Convention.

DONE at Monaco on the third day of May nineteen hundred and sixty-seven, in a single copy in the English and French languages, each text being equally authentic, which shall be deposited in the Archives of the Government of the Principality of Monaco, which shall transmit certified copies thereof to all signatory and acceding Governments and to the President of the Directing Committee.

⁽²⁾ Treaty Series No. 67 (1946), Cmd. 7015.

Pour le Gouvernement de la République d'Allemagne:
For the Government of the Federal Republic of Germany:

Sans réserve d'approbation
Manfred Altmann 14. 12. 1962

Pour le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique:
For the Government of the United States of America:

Subject to ratification
Charles E. Bohlen Sept 13th 1969

Pour le Gouvernement de la République Arabe Unie:
For the Government of the United Arab Republic:

Alaggar
Subject to ratification 29. 11. 67

Pour le Gouvernement de la République Argentine:
For the Government of the Argentine Republic:

AD REFERENDUM

E. J. G. J.

Pour le Gouvernement du Commonwealth d'Australie:

For the Government of the Commonwealth of Australia:

A H Cooper subject to ratification

D. H. Keane subject to ratification.

Pour le Gouvernement du Brésil:

For the Government of Brazil:

Luiz de M. A. Pereira

Pour le Gouvernement du Canada:

For the Government of Canada:

Norman G. Gray
subject to ratification

Pour le Gouvernement de la République du Chili:

For the Government of the Republic of Chile:

subject to ratification
M. Miller

Pour le Gouvernement de la République de Corée:

For the Government of the Republic of Korea:

 Subject to ratification

Pour le Gouvernement de la République de Chine:

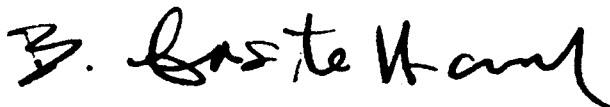
For the Government of the Republic of China:

Subject to ratification

Yao Chi-ching (姚淇清)

Pour le Gouvernement de la République de Cuba:

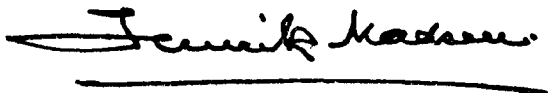
For the Government of the Republic of Cuba:



Pour le Gouvernement du Royaume du Danemark:

For the Government of the Kingdom of Denmark:

subject to ratification



Pour le Gouvernement de la République Dominicaine:

For the Government of the Dominican Republic:

Enri Loupey
Sous réserve de ratification.

Pour le Gouvernement de l'Espagne:

For the Government of Spain:

Sous réserve de ratification
[Signature]

Pour le Gouvernement de la Finlande:

For the Government of Finland:

[Signature]
soit par ratification

Pour le Gouvernement de la République Française:

For the Government of the French Republic:

Sous réserve d'approbation

C. J. Zard

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord :

For the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :

Ritchie.

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce :

For the Government of the Kingdom of Greece :

Stavropoulos

sous réserve de ratification.

Pour le Gouvernement de la République de Guatemala :

For the Government of the Republic of Guatemala :

sous réserve d'approbation
M. Asturias

Pour le Gouvernement de l'Inde :

For the Government of India :

Chanda Shekhar
Subject to ratification

Pour le Gouvernement de l'Indonésie:

For the Government of Indonesia:

Jati

sous réserve de ratification.

Pour le Gouvernement de l'Iran:

For the Government of Iran:

h. Pjalsambai

sous réserve de ratification

Pour le Gouvernement de l'Islande:

For the Government of Iceland:

Þómas Vigdís

subject to approval

Pour le Gouvernement de la République Italienne:

For the Government of the Republic of Italy:

Luigi H. Pappalardo

sous réserve de ratification.

Pour le Gouvernement du Japon:

For the Government of Japan:

S. Matsui

Sous réserve de ratification

Pour le Gouvernement de la Principauté de Monaco:

For the Government of the Principality of Monaco:

D. L. ...

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège:

For the Government of the Kingdom of Norway:

Musleb Øst

Sous réserve de ratification

Pour le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande:

For the Government of New Zealand:

R. H. ...

without reservation as to ratification or approval

Pour le Gouvernement du Pakistan:

For the Government of Pakistan:

H. H. Ahmed

Subject to ratification.

Pour le Gouvernement de la République du Paraguay:

For the Government of the Republic of Paraguay:

Roberto Rojas

Sous réserve de ratification

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:

For the Government of the Kingdom of the Netherlands:

Sous réserve de ratification.

H. P. Kramer

Pour le Gouvernement de la République des Philippines:

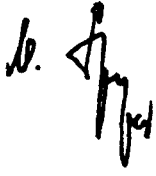
For the Government of the Republic of the Philippines:

Gregorio Palma

not full power subject to ratification

Pour le Gouvernement de la République Populaire de Pologne:


For the Government of the Polish People's Republic:



sous réserve de ratification

Pour le Gouvernement du Portugal:

For the Government of Portugal:



subject to ratification

Pour le Gouvernement de la République de l'Afrique du Sud:

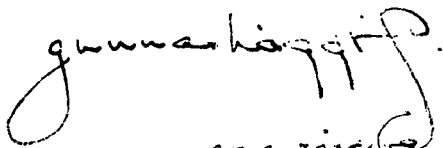
For the Government of the Republic of South Africa:

Subject to ratification



Pour le Gouvernement de la Suède:

For the Government of Sweden:



sous réserve de ratification.

Pour le Gouvernement de la République de Turquie:

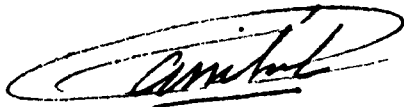
For the Government of the Republic of Turkey:

— a. Mufria
sous réserve de ratification

Pour le Gouvernement de la République du Venezuela:

For the Government of the Republic of Venezuela:

Ad Referendum

A handwritten signature in cursive script, possibly reading "Amintul", enclosed within a large, hand-drawn oval.

Pour le Gouvernement de la République Populaire de Yougoslavie:

For the Government of the People's Republic of Yugoslavia:

100 % vot
sous réserve de ratification

RATIFICATIONS AND APPROVALS

	<i>Date of Deposit</i>
Argentine Republic (R)	4 April, 1968
Australia (R)	25 November, 1968
Canada (R)	26 August, 1968
China (R)	18 November, 1968
Denmark (R)	22 June, 1970
Finland (R)	16 February, 1968
France (A)	4 April, 1968
Federal Republic of Germany (A)	12 June, 1969
Greece (R)	15 February, 1971
Guatemala (R)	26 January, 1971
Iceland (A)	7 May, 1968
India (R)	24 June, 1968
Indonesia (R)	28 November, 1968
Iran (R)	16 September, 1968
Japan (R)	12 June, 1969
Republic of Korea (R)	21 July, 1969
Netherlands (R)	6 June, 1969
Norway (R)	12 March, 1969
Pakistan (R)	17 June, 1968
Portugal (R)	27 November, 1968
South Africa (R)	16 August, 1968
Spain (R)	2 June, 1969
United Arab Republic (R)	13 December, 1968
United States of America (R)	10 June, 1968
Yugoslavia (R)	20 September, 1968

Printed in England by Her Majesty's Stationery Office